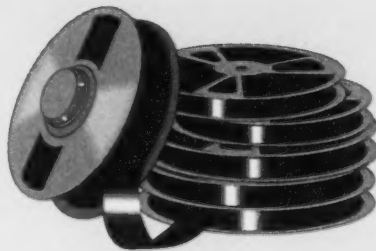




Commission de contrôle
cinématographique de l'Ontario

Rapport annuel 2009-2010



www.ofrb.gov.on.ca

Table des matières

Rapport de la présidente	3
---------------------------------------	----------

La Commission et ses opérations

Notre mission	7
Notre organisme	7
Types de comités	7
Classement des films.....	9
Justification du classement.....	9
Notre collectivité	10
Refus d'approbation.....	11

Bilan financier et bilan des activités	12
---	-----------

Présidente et membres de la Commission	14
---	-----------

Rapport de la présidente

L'exercice 2009-2010 a constitué une année passionnante pour la Commission de contrôle cinématographique de l'Ontario (CCCO), anticipant notre déménagement dans les nouveaux locaux. Nos activités quotidiennes ont répondu aux attentes et nous avons continué à respecter les délais de service escomptés.

Activités quotidiennes

Nous avons investi nos nouveaux locaux au 4950, rue Yonge le 25 janvier 2010. Nous disposons désormais de quatre salles de projection munies de télévisions à écrans plats de 58 pouces et pourvues d'une connexion à un ordinateur qui nous permet de visionner des films sur Internet; la salle destinée aux films en 35mm est munie de 27 sièges. Le comité chargé des films en 35mm visionne les films à partir d'un poste de travail de 5 places; nous sommes également en mesure de visionner des DVD et des bandes-annonces en 35 mm par Internet sur le grand écran.

En 2009-2010, la CCCO a classé 4 577 films, visionnant un total de 397 198 minutes de film. De plus, nous avons classé 1 681 films supplémentaires par documentation.

Au 31 mars 2010, la CCCO était composée de 19 membres représentant un bon échantillon de la population diversifiée de l'Ontario. Il nous faut continuer à maintenir l'équilibre entre les membres homme et femme, et garantir que nos membres soient représentatifs de la province dans son ensemble.

Sur décision de la présidente, l'examen des films de 35mm continue d'être confié à des comités de trois membres. Les membres plus anciens travaillent individuellement (on parle de « comités » d'une seule personne) pour l'approbation des films destinés aux adultes. Des comités composés de deux membres se chargent du visionnement des DVD et des vidéos grand public. Il y a eu 526 comités de visionnement, dont 288 se composaient d'une seule personne. Tous les membres continuent d'être formés relativement aux lignes directrices régissant la classification des

films et au travail administratif nécessaire à la préparation des rapports sommaires.

La CCCO a poursuivi la mise à jour de son *Member Reference Manual*, un document conçu pour être facilement modifiable en cas de nouvelles politiques et procédures. Le secteur des films pour adultes demeure stable de même que le nombre de refus d'approbation.

Les projections destinées à l'information du public continuent de connaître un grand succès auprès de la collectivité et des écoles de cinéma universitaires. Nous avons organisé 21 projections publiques qui ont attiré environ 365 participants. En raison de notre déménagement, les projections n'ont pas été réservées pour le mois de janvier.

Notre programme de sensibilisation du public comprenait un séminaire à l'intention des 40 participants inscrits en études cinématographiques à l'université Carleton.

Nous avons également poursuivi nos sondages dans le cadre des projections destinées à l'information du public pour mesurer l'efficacité de ce programme. Les résultats de ces sondages se trouvent à la page 11.

Nos films de messages d'intérêt public, qui ont été produits par des étudiants d'écoles de cinéma en Ontario, passent toujours dans les cinémas Cineplex et Empire dans tout l'Ontario, projetés dans le hall de 60 cinémas et dans le cadre des avants programmes numériques dans 55 cinémas et sur 587 écrans.

L'objectif visé par ces messages était de sensibiliser le public au système de classification des films ainsi que de faire connaître le travail de nos cinéastes à l'avenir prometteur et leurs moyens novateurs d'expliquer notre système de classification des films. J'espère reconduire ce programme l'année qui vient, ce dernier étant un outil précieux pour informer le public sur les choix qui se présentent à lui.

ShowCanada est un salon annuel de l'industrie du cinéma organisé par l'Association canadienne des distributeurs de films. Le Conseil interprovincial de classement des films du Canada (IFCCC), dont la CCCO fait partie, tient sa rencontre annuelle dans le cadre de

ShowCanada. Les conseils provinciaux de classification profitent de cette occasion pour se réunir et discuter de leurs préoccupations communes et de leurs initiatives. La réunion de 2009, à laquelle j'ai assisté, a eu lieu du 28 avril au 1^{er} mai à Montréal, au Québec.

Nous avons tenu une réunion de la Commission au complet le 23 octobre 2009 animée par plusieurs conférenciers invités dont M. Chris Ferguson, directeur à la Direction de la protection du consommateur. Mme Adina Lebo, directrice exécutive de la Fédération des associations de propriétaires de cinémas du Canada (MPTAC), avec les représentants des cinémas Cineplex, s'est longuement exprimée à l'encontre de la modification proposée du règlement interdisant les enfants de moins de 14 ans d'assister à des films pour les moins de 18 ans. La Commission avait déjà confié par vote à la présidente la mission de présenter la modification proposée à la ministre, ce qui n'a pas encore eu lieu. Mme Carrie Burd, coordonnatrice de l'information sur l'accessibilité, Direction de la gestion des services et des installations, a effectué une présentation sur l'accessibilité sur le lieu de travail.

Objectifs de la présidente

En tant que présidente de la CCCO, mon objectif principal est de renseigner les consommateurs de l'Ontario. Il importe que la Commission fournisse aux membres du public suffisamment d'information pour leur permettre d'exercer des choix éclairés en matière de divertissement pour eux-mêmes, et surtout, pour leurs enfants.

De nombreux changements ont été apportés au site Web de la CCCO en vue de s'assurer qu'il demeure à jour. Le site offre non seulement le classement des films et des indications quant à leur contenu, mais il livre également des éléments détaillés des observations du comité au cours du processus de classification. Alors que le site Web est également accessible par les navigateurs sur les appareils portatifs tels que les téléphones cellulaires et les assistants numériques, nous avons commencé à explorer des moyens en vue d'une meilleure utilisation sur des appareils de ce type.



La brochure de la CCCO, intitulée « Le choix est à vous » et expliquant les classifications de jeux vidéo, continue à être envoyée aux groupes intéressés à l'instar des bibliothèques et des écoles. Les premières brochures ont été distribuées aux guichets ServiceOntario et aux centres de développement de la petite enfance de l'Ontario dans le cadre d'un projet conjoint avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse. Cette brochure, qui est également disponible sur le site Web de la CCCO, vise à aider les parents à mieux comprendre le système de classification des films et des jeux vidéo et à chercher l'information sur les films et les jeux vidéo en vue d'exercer des choix avisés.

À l'avenir, nous entendons continuer à entretenir des relations de travail fructueuses avec l'industrie du cinéma et les autres commissions cinématographiques provinciales, à nous évertuer à améliorer notre site Web et aller de l'avant avec de nouvelles idées et de nouveaux projets pour sensibiliser et servir notre clientèle, la population de l'Ontario. J'espère, tel que mentionné ci-dessus, reconduire le programme des communiqués d'intérêt public pour les étudiants universitaires.

J'envisage l'avenir avec confiance et j'ai la ferme intention de relever les nouveaux défis, de promouvoir l'éducation et de stimuler l'innovation.

La Commission et ses activités

Notre Mission

La CCCO reçoit son mandat du gouvernement de l'Ontario, par l'entremise de la *Loi de 2005 sur le classement des films (la Loi)*, et le remplit en tant qu'organisme autonome relevant du ministère des Services aux consommateurs.

À quelques exceptions près, aucun film (long-métrage/bande-annonce), y compris les vidéos et les DVD, ne peut être distribué ou présenté en Ontario sans avoir été classé au préalable par la CCCO.

En vertu de la *Loi de 2005 sur le classement des films*, la CCCO examine et classe les films grand public. Elle est également chargée d'examiner et d'approuver les films à caractère sexuel pour adultes destinés à la distribution et à la présentation publique. En Ontario, les catégories de films (Général, Surveillance parentale recommandée, 14A, 18A et Réservé aux adultes), sont définies par le Règlement 452/05 aux termes de la *Loi*.

Notre organisme

La CCCO est un organisme axé sur la collectivité et ses membres proviennent de diverses collectivités ontariennes. Il s'agit d'hommes et de femmes qui appartiennent à tous les groupes d'âge, qui proviennent de divers horizons ethniques et professionnels et qui ont des orientations sexuelles diverses.

Sur recommandation du ministre des Services aux consommateurs et du Conseil des ministres provincial, le lieutenant-gouverneur nomme par décret les membres pour un mandat de deux ans. Ce mandat peut être renouvelé pour une durée de trois ans, puis de cinq ans, soit un maximum de dix ans au sein de la Commission.

Les membres travaillent sept heures par jour, généralement quatre ou cinq fois par mois, et reçoivent une indemnité journalière.

Types de comités

Il y a trois types de comités de visionnement, chacun étant supervisé par un membre ayant plus d'ancienneté. Chaque type de comité remplit un rôle différent :

Comité régulier:

Ce comité se compose d'un à trois membres. Les membres tentent de s'entendre sur le classement, mais il arrive parfois que l'un d'eux s'oppose au classement attribué; ce membre peut alors demander l'intervention d'un comité supplémentaire.

Comité supplémentaire:

De deux à quatre membres de la Commission visionnent le film. Les résultats du comité régulier et du comité supplémentaire sont combinés, et la majorité l'emporte. Comme ce processus est lancé par un membre, il ne coûte rien au distributeur. Nous estimons que ce type de comité fait partie de notre programme interne d'assurance de la qualité.

Comité d'appel:

Ce comité est sollicité et payé par le requérant qui n'est pas d'accord avec la décision initiale de la CCCO. Il est composé de trois à cinq membres qui n'ont pas encore vu le film en question. Sa décision quant au classement ou à l'approbation du film est finale, sous réserve de l'objection du directeur, qui a le droit d'exiger un réexamen de la décision.

Un film controversé soumis à ces trois comités peut arriver à être visionné par 12 membres de la Commission.

Réexamen:

Aux termes de la *Loi de 2005 sur le classement des films*, le directeur peut soumettre un film, y compris un jeu vidéo, à la Commission ou demander à une personne qui distribue, présente ou offre de distribuer ou de présenter un film ou un jeu vidéo à la Commission en vue de réexaminer la classification ou l'approbation, ou de déterminer si un film s'y soustrait. Dans un tel cas, aucuns frais supplémentaires ne seront exigés au requérant et le comité composé d'un minimum de trois membres qui n'ont pas encore vu le film en question. La décision du comité est définitive.

Classement des films

Les membres de la CCCO examinent la nature générale de l'intégrité du film dans son ensemble, et le classifient en s'appuyant sur la *Loi* et les lignes directrices établies. Ces lignes directrices sont continuellement revues et mises à jour, ce qui permet à la Commission d'être objective tout en se gardant une marge de manœuvre. De cette façon, elle peut non seulement préserver l'intégrité des normes qui ont cours dans la collectivité, mais également apprécier et prendre en compte les qualités artistiques de la production ou son importance sociale ou documentaire.

Pendant la projection du film, chaque membre du comité note avec soin tous les éléments qui contribueront à sa classification : utilisation d'un langage grossier, présence de nudité, violence, activité sexuelle, scènes d'horreur et répercussions psychologiques du contenu. Après la projection, les membres du comité entament une discussion en consultant leurs notes et établissent le classement du film.

Chaque élément noté est évalué en fonction de son contenu, de son traitement et de l'effet cumulatif qu'il aura sur le spectateur. Les membres évaluent le style, le ton, la durée, la fréquence et la quantité de détails visuels et/ou verbaux. Le rapport entre ces éléments et le récit est également pris en compte dans la décision du comité.

En plus du classement d'un film, la CCCO peut ajouter des indications complémentaires telles que *nudité*, *langage grossier* ou *violence brutale*. Ces avertissements, tout comme le classement, doivent figurer sur toute publicité pour aider le public à exercer un choix éclairé.

Justification du classement

Un bureau de classification aide les consommateurs à exercer des choix éclairés au sujet des films qu'ils voient. Dans tous les pays développés, les amateurs de cinéma veulent être renseignés, autrement que par l'industrie cinématographique, sur le groupe d'âge auquel s'adresse le film (son classement) et sur son contenu (indications supplémentaires telles que *Langage grossier*, *violence*, *nudité*, etc.). Cette information permet aux spectateurs de

déterminer si un film est approprié pour leurs enfants ou pour eux-mêmes.

La plupart des pays développés, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, la France, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Norvège, le Danemark et la Suède, sont dotés d'un bureau de classification des films.

L'activité principale de la CCCO consiste à classer les œuvres. La Commission constitue une précieuse source d'information sur les films et les vidéos et aide les spectateurs à exercer les choix éclairés en matière de divertissement, pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Notre collectivité

Les normes qui prévalent au sein de la collectivité demeurent une priorité lorsque la CCCO révisé ses lignes directrices. La Commission dispose de plusieurs outils pour évaluer les besoins des collectivités qu'elle dessert.

La CCCO est structurée de façon à pouvoir résoudre les problèmes précis liés aux normes qui prévalent dans les collectivités. Les membres de la CCCO sont des personnes qui viennent des quatre coins de la province de l'Ontario et qui visionnent des films à temps partiel. Ils appartiennent à divers groupes d'âge, sont de divers horizons ethniques et professionnels et ont des orientations sexuelles diverses. Nous nous efforçons de compter autant d'hommes que de femmes parmi nos membres.

En général, tous les membres de la Commission se réunissent au moins deux fois par an pour discuter des modifications à apporter aux politiques, aux procédures et aux lignes directrices. Toutes les modifications sont débattues et soumises au vote de l'ensemble des membres avant d'entrer en vigueur.

La Commission réévalue sa perception des normes sociales lors de projections qui ont lieu deux fois par mois et qui réunissent le comité d'examen officiel et les membres du grand public. Les opinions du public sur l'éventuelle classification sont ensuite comparées avec la décision du comité.

La Commission reçoit également des commentaires des médias, de groupes d'intérêt et du grand public par lettre, téléphone, télécopieur, courriel ou par son site Web.

Sa responsabilité est de comprendre et de représenter les normes qui prévalent au sein des collectivités de l'Ontario.

Refus d'approbation Le pouvoir de la CCCO de refuser d'approuver des films, subordonné aux normes établies en matière d'obscénité criminelle, a été limité aux seuls films qui ont pour sujet principal la représentation explicite d'activités sexuelles. La Commission revoit régulièrement ses lignes directrices sur les films à caractère sexuel pour adultes afin de s'assurer qu'elle travaille en conformité, dans le cadre de son mandat en tant qu'organisme de réglementation provincial, avec les règles de l'Agence des services frontaliers du Canada et le Code criminel du Canada. La CCCO n'intervient aucunement dans les activités visant à déterminer l'obscénité ou la pornographie juvénile. Ces fonctions relèvent de la police et de l'autorité fédérale.

Bilan financier et bilan des activités 2009-2010

Bilan financier - 2009/2010

Revenus :	Frais de classement des films et vidéos *.....	2 547 092 \$
	Revenus totaux.....	2 547 092 \$
Dépenses :	Indemnités quotidiennes	485 637 \$
	Dépenses directes de fonctionnement.....	63 466 \$
	Dépenses administratives et générales	556 904 \$
	Dépenses totales **	1 106 007 \$

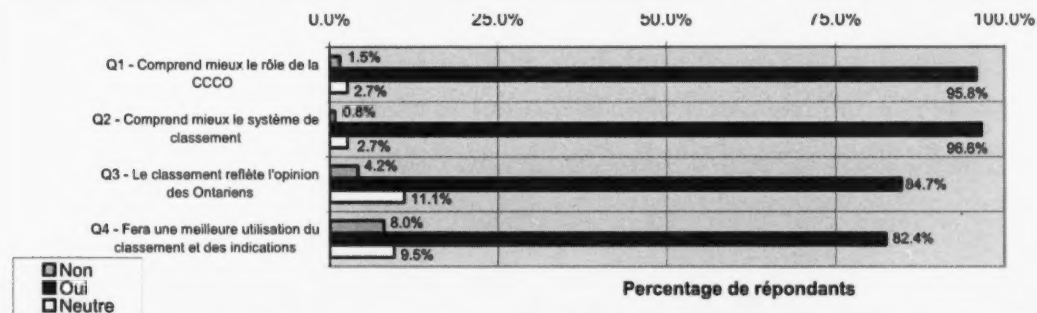
* Pour le classement des films, y compris des vidéos et des DVD, les distributeurs paient 4,20 \$ la minute. Pour les films grand public en langues autres que l'anglais et le français, les frais sont fixes et sont de 78,75 \$ par film. Le classement des films grand public produits au Canada est gratuit. Des frais sont également exigés pour le classement des bandes-annonces et pour certains films classés sur dossier.

** Note : Ne sont pas inclus dans ces données les coûts indirects se rapportant à des activités telles que les inspections, les mesures coercitives, les activités juridiques, l'examen des politiques, etc.

Répartition par catégories Films grand public visionnés (toutes langues confondues)

	2009/2010	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006
Général	14 %	13 %	19 %	18 %	25 %
Surveillance parentale	32 %	29 %	28 %	29 %	35 %
14A	41 %	40 %	36 %	40 %	30 %
18A	11 %	12 %	10 %	8 %	7 %
Réservé aux adultes	2 %	6 %	7 %	5 %	3 %

Résultats du sondage sur les projections d'information destinées au public-2009-2010



Bilan financier et bilan des activités

	2009/2010	2008/2009
Bilan financier		
• Revenus*	2 547 092 \$	2 985 796 \$
• Dépenses**	1 106 007 \$	1 033 269 \$
Bilan des activités		
Films visionnés		
• Grand public (anglais et français)	1 170	1 365
• Grand public (autres langues)	168	186
• À caractère sexuel, pour adultes	2 810	2 786
• Bandes-annonces de films grand public	429	449
Total - Films visionnés	4 577	4 786
Minutes de projection		
• Grand public (anglais et français)	120 547	135 217
• Grand public (autres langues)	19 910	22 338
• À caractère sexuel, pour adultes	255 859	281 451
• Bandes-annonces de films grand public	882	988
Total - Films visionnés	397 198	439 994
Films classés sans visionnement		
• Films grand public (Classé sur dossier)	1 681	2 087
Appels/ Non-approbation/ Réexamen		
• Appels – décision révisée	14	12
• Appels – décision maintenue	12	14
• Décisions de non-approbation	10	9
• Réexamen – décision révisée	1	1
• Réexamen – décision maintenue	1	1
Comités de visionnement		
• Nombre de comités	526	506
• Moyenne des minutes visionnées par le comité	755	870
Délai de service		
• Film 35mm (norme <=1 - 2 jours)	1,4	1,5
• Vidéo/ DVD (grand public) (norme <=10 jours)	7,9	5,9
• Vidéo/ DVD (adulte) (norme <=10 jours)	8,7	8,6
Projections publiques		
• Nombre de projections	21	20
• Nombre de participants	365	337

* Pour le classement des films, y compris des vidéos et des DVD, les distributeurs paient 4,20 \$ la minute. Pour les films grand public en langues autres que l'anglais et le français, les frais sont fixes et sont de 78,75 \$ par film. Le classement des films grand public entièrement produits au Canada est gratuit. Des frais sont également exigés pour le classement des bandes-annonces et pour certains films classés sur dossier.

** Sont exclus de ces données les coûts indirects se rapportant à des activités telles que les inspections, les mesures coercitives, les activités juridiques, l'examen des politiques, etc.

Présidente

Janet Robinson

Janet Robinson est infirmière autorisée. Elle a travaillé pendant 24 ans dans une clinique d'obstétrique et de gynécologie. Elle a fondé une société de consultants qui offrait des visites à domicile aux nouveaux parents.

Pendant plusieurs années, Janet a travaillé à temps partiel comme infirmière d'entreprise au Toronto Star, à Ontario Power Generation et à l'hôtel Royal York.

Janet est également très active au sein de la collectivité où elle vit avec son conjoint. Le couple a deux enfants, maintenant adultes, et trois petits enfants. Lorsque son emploi du temps le permet, elle s'adonne à ses loisirs favoris, la lecture et le golf avec ses amis et sa famille.

Présidente suppléante

Shauna Stein

Shauna Stein a été nommée pour occuper la présidence de la Commission de contrôle cinématographique de l'Ontario lorsque la présidente est absente ou incapable de siéger.

Elle a dans un premier temps été nommée, en mars 2007, représentante de la collectivité au tribunal de révision du RCP/OAP, et ce, pour un mandat de trois ans. Shauna a enseigné pendant plus de dix ans, tant dans des établissements publics que privés. Elle est monitrice accréditée de yoga et elle a enseigné bénévolement le yoga à des femmes atteinte de la sclérose en plaques, par l'intermédiaire du Service des parcs et des loisirs de la ville de Toronto.

Shauna est titulaire d'un baccalauréat ès arts en sociologie et d'un baccalauréat spécialisé en sociologie de l'Université York, e même qu'un baccalauréat en éducation/COF de l'Université de Toronto.

Membres de la Commission de contrôle cinématographique de l'Ontario

Membre	Ville	Première nomination (à ce poste)	Date de fin du mandat en cours
Aris Babikian	Toronto	7 décembre 2005	6 décembre 2009
Poonamdeep Bhinder	Brampton	15 juillet 2009	14 juillet 2011
Susan Kaminesky Blair	Toronto	21 août 2008	20 août 2010
Tina Bragagnolo	Toronto	28 mai 2003	27 mai 2011
Pat Brown	Brantford	15 juillet 2005	14 juillet 2013
Tony Cosentino	London	5 juillet 2004	4 juillet 2010
Donald Duprey	Toronto	14 novembre 2006	13 novembre 2011
Lorraine Dupuis	Sudbury	11 avril 2006	10 avril 2014
Cathy Ferlisi	Concord	25 octobre 2006	24 octobre 2011
Joanne Jackson	Ajax	21 août 2008	20 août 2010
Jean-Paul Jean – Bapiste	Toronto	2 novembre 2009	1 ^{er} novembre 2011
Adam Garnet Jones	Toronto	22 octobre 2009	21 octobre 2011
Kristina Laukkanen	Toronto	25 octobre 2006	24 octobre 2011
John Mastroianni	Welland	15 juillet 2009	14 juillet 2011
Claudia Monte	Windsor	25 octobre 2006	24 octobre 2009
Aggrey Msosa	Ottawa	17 mai 2006	16 mai 2009

Membre	Ville	Première nomination (à ce poste)	Date de fin du mandat en cours
Sue Rainville	Toronto	1 ^{er} juin 2006	31 mai 2013
Janet Robinson	Toronto	15 octobre 2004	14 juillet 2013
Annemarie Shrouder	Toronto	24 septembre 2008	23 septembre 2010
Sauna Stein	Toronto	22 novembre 2000	21 novembre 2011
Trudie Villeneuve	Toronto	5 janvier 2006	4 janvier 2014
Peter Watts	Burlington	21 août 2008	20 août 2010
John Wilkie	Toronto	11 avril 2006	10 avril 2009